

30 mars 2026



RAPPORT

Pressions américaines et recompositions latino- américaines : fragmentation ou adaptation stratégique ?

Lyse Da Costa Montfort

AVERTISSEMENT

Pressions américaines et recompositions latino-américaines : fragmentation ou adaptation stratégique ?

L'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega) est l'un des *think tanks* français de référence dans l'analyse des relations internationales. Depuis sa fondation, l'Iega est guidé par la volonté d'associer société civile, acteurs institutionnels et scientifiques dans le domaine de l'analyse géopolitique. Guidé par le souci d'indépendance et d'objectivité tout autant que par l'aspect humain, il œuvre en ce sens à travers la publication de travaux scientifiques en libre-accès, ainsi que par l'organisation d'événements et de formations accessibles au plus grand nombre.

Étude rédigée par Lyse DA COSTA MONTFORT, analyste Amérique latine et Caraïbes à l'Institut d'études de géopolitique appliquée.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Institut d'études de géopolitique appliquée, 30 mars 2026.

Comment citer cette publication :

Lyse DA COSTA MONTFORT, *Pressions américaines et recompositions latino-américaines : fragmentation ou adaptation stratégique ?*, Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 30 mars 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris
Courriel : secretariat@institut-ega.org
Site internet : www.institut-ega.org



Table des matières

Introduction	2
Les pressions américaines et leurs effets sur les équilibres latino-américains	3
<i>Une diplomatie de la contrainte</i>	<i>3</i>
<i>La matérialisation de la contrainte : les instruments de la politique hémisphérique des États-Unis d'Amérique</i>	<i>6</i>
Fragmentation, adaptation ou évitement : vers quelle configuration régionale ?	15
<i>Une coordination régionale limitée</i>	<i>15</i>
<i>Diversification et ouverture vers d'autres partenaires</i>	<i>18</i>
Conclusion.....	23
Bibliographie.....	24

Introduction

L'Amérique latine est traversée par une recomposition stratégique profonde, prise en étau entre des tensions politiques internes croissantes et un environnement international en mutation rapide. Les relations entre les États de la région et Washington n'ont jamais reposé sur un pied d'égalité. Elles sont structurées par des dépendances asymétriques qui limitent la liberté d'action des gouvernements les plus vulnérables. Le retour d'une diplomatie américaine ouvertement coercitive et transactionnelle ne fait qu'aggraver ces déséquilibres. Au-delà du durcissement migratoire, qui a concentré l'essentiel de l'attention médiatique, c'est une logique d'ensemble qui s'est mise en place. Migration, commerce et sécurité sont devenus, sous l'administration Trump, des instruments d'une même stratégie de pression, où chaque levier renforce les autres, et leur combinaison transforme des enjeux sectoriels en outils de conditionnalité diplomatique, réintroduisant un rapport de force assumé dans les relations hémisphériques. Face à cette pression, plusieurs gouvernements latino-américains ont cherché à élargir leurs partenariats, vers la Chine, l'Union européenne ou les forums du Sud transactionnels pour réduire leur exposition aux exigences de Washington. Cette volonté de diversification se heurte cependant à une réalité persistante. La région reste profondément fragmentée, divisée par des clivages idéologiques, des intérêts nationaux divergents et des cycles politiques instables, qui rendent improbable toute réponse collective cohérente.

Les pressions américaines poussent-elles l'Amérique latine vers une dépendance reconfigurée, ou ouvrent-elles, paradoxalement, des espaces d'adaptation stratégique permettant à certains États de redéfinir leurs marges de manœuvre ? C'est à l'articulation entre instruments de contrainte, réponses nationales différenciées et dynamiques de diversification que se joue aujourd'hui l'évolution de l'espace latino-américain.

Les pressions américaines et leurs effets sur les équilibres latino-américains

Une diplomatie de la contrainte

L'influence américaine en Amérique latine ne constitue pas une dynamique récente mais s'inscrit dans une trajectoire historique longue. Depuis plus de deux siècles, les États-Unis sont régulièrement intervenus dans les affaires internes de l'Amérique latine et des Caraïbes à travers une combinaison d'outils militaires, économiques, politiques et diplomatiques. Ces interventions ont contribué à remodeler les gouvernements, les institutions et les équilibres régionaux à l'échelle de l'hémisphère occidental, ancrant durablement une relation asymétrique entre Washington et ses voisins du Sud¹. Cette asymétrie a longtemps été résumée par la représentation de l'Amérique latine comme l'« arrière-cour » des États-Unis. Une évolution rhétorique récente suggère toutefois un repositionnement plus explicite. La région ne serait plus seulement un espace d'influence passive mais un espace stratégique direct, parfois décrit comme un « avant-cour »² dans lequel Washington cherche à préserver un contrôle politique, économique et sécuritaire renforcé. Cette requalification traduit moins une rupture qu'une clarification des priorités stratégiques américaines dans un contexte international plus concurrentiel. Les documents stratégiques américains confirment cette hiérarchisation des priorités régionales. La *National Security Strategy* (NSS) de fin d'année 2025 insiste sur la nécessité de préserver un hémisphère « stable et bien gouverné », objectif étroitement lié à la limitation des flux migratoires vers les États-Unis, au renforcement de la coopération « contre les cartels et les organisations criminelles transnationales »³, à la prévention de l'influence d'acteurs extra-hémisphériques et à la sécurisation de positions géostratégiques ainsi que des chaînes d'approvisionnement critiques. Dans cette continuité, la stratégie américaine réaffirme explicitement l'héritage doctrinal de la politique hémisphérique en indiquant que :

¹ Katie ANGELL, A History of U.S. Intervention in Latin America and the Caribbean, *Britannica*, 2026. <https://www.britannica.com/topic/History-of-US-Intervention-in-Latin-America-and-the-Caribbean>

² Macarena VIDAL LIY, The US enters a new era of interventions in Latin America, *El País*, 2025. (traduction libre). <https://english.elpais.com/usa/2025-12-08/the-us-opens-a-new-era-of-interventions-in-latin-america.html>

³ *Idem*.

« Après des années de négligence, les États-Unis réaffirmeront et appliqueront la doctrine Monroe afin de rétablir la prééminence américaine dans l'hémisphère occidental et de protéger notre territoire national ainsi que notre accès aux zones géographiques clés de la région. »⁴

Cette référence illustre la persistance d'une lecture sécuritaire et géopolitique de l'espace latino-américain, envisagé à la fois comme zone de stabilité prioritaire et comme espace stratégique dont l'accès et l'influence doivent être préservés.

Le retour de Donald Trump au pouvoir a contribué à renforcer la visibilité d'une logique de contrainte déjà structurelle dans les relations interaméricaines. La rhétorique de son administration a ravivé les accusations de néo-impérialisme et réactivé les références à la doctrine Monroe de 1823, symbole durable de l'interventionnisme américain dans la région. Comme le souligne Mark Gilderhus, cette doctrine s'est progressivement imposée comme un cadre légitimant diverses formes d'ingérence destinées à préserver la primauté stratégique des États-Unis dans l'hémisphère. Cela qu'il s'agisse du soutien à des changements de régime, dont le coup d'État ayant porté Augusto Pinochet au pouvoir au Chili ou d'interventions militaires directes, à l'image de l'opération menée au Panama en 1989. Au-delà de sa dimension stratégique, Gilderhus met en évidence le soubassement normatif et perceptif de cette politique, marqué par « un sentiment de condescendance raciste »⁵ dans lequel l'Amérique latine était souvent envisagée comme composée d'« enfants indisciplinés ayant besoin de discipline et d'encadrement »⁶, supposément incapables de fonctionner sans une supervision paternaliste américaine. Dans cette perspective, la doctrine Monroe apparaît moins comme un principe stable que comme un instrument flexible au service des intérêts américains, ayant :

« Toujours servi ce que les dirigeants américains définissaient ou inventaient comme étant l'intérêt des États-Unis, et reflétait également les oscillations de la politique américaine entre coercition et coopération, intervention et non-intervention. »⁷

Cette ambivalence met en évidence la continuité entre l'interventionnisme historique américain et ses formes contemporaines de pression politique et stratégique dans la région. La réactivation de la doctrine Monroe dépasse ainsi le simple registre rhétorique pour s'inscrire

⁴ National Security Strategy, The white house, 2025, p. 15. (Traduction libre).

⁵ Mark GILDERHUS, « The Monroe Doctrine: meanings and implications », *Presidential Studies Quarterly*, Vol.36, No. 1, Presidential Doctrines, pp. 5-12. (Traduction libre).

⁶ *Idem.* p. 6.

⁷ *Idem.* p. 12.

dans une adaptation aux recompositions de l'environnement international. Elle répond à une double dynamique, d'une part la priorité donnée à la compétition globale, notamment face à la Chine qui conduit Washington à sécuriser ses zones d'influence traditionnelles. D'autre part à un recentrage hémisphérique destiné à renforcer sa capacité de projection dans son voisinage immédiat. Cette réinterprétation a été explicitement assumée par Donald Trump, qui affirmait que :

« La doctrine Monroe est très importante, mais nous l'avons dépassée de très loin. Dans le cadre de notre nouvelle stratégie de sécurité nationale, la domination américaine dans l'hémisphère occidental ne sera plus jamais remise en question. »⁸

Une telle déclaration illustre une volonté non seulement de réactiver l'héritage doctrinal, mais d'en accentuer la dimension hiérarchique et compétitive dans un contexte de rivalité de puissances. C'est dans ce cadre qu'émerge l'idée d'une « doctrine Donroe », expression popularisée au début de l'année 2025 lorsque le New York Post publia une photographie de Donald Trump devant une carte annotée de l'hémisphère occidental sous le titre *The Donroe Doctrine*⁹. Sur cette carte, le Canada était évoqué comme « 51^e État », le Groenland présenté comme « *our land* », le golfe du Mexique rebaptisé « *Gulf of America* » et le canal de Panama associé à l'intitulé « *pana-maga* »¹⁰. Au-delà de cette dimension rhétorique, la notion de « Donroe » où le « Don » peut être interprété comme une référence au parrain¹¹, suggère une diplomatie structurée autour de relations hiérarchisées mêlant protection, loyauté et sanction, rapprochant la politique continentale d'une forme de gouvernance transactionnelle dans laquelle l'alignement politique conditionne l'accès aux bénéfices de la coopération. Elle éclaire ainsi la volonté attribuée à Donald Trump de s'ériger en arbitre voire en « parrain » d'un système international en recomposition, où la loyauté stratégique devient un facteur central de hiérarchisation des partenaires. L'évocation d'un « Conseil de la paix » fonctionnant selon des logiques claniques et transactionnelles renforce cette perception d'une gouvernance internationale plus personnalisée¹², dans laquelle la gestion des alliances et des conflits s'apparente davantage à une diplomatie de réseaux et de rapports de force informels qu'à un multilatéralisme institutionnalisé. La « Donroe doctrine » relève principalement d'une

⁸ Noémie LEGRAND, Qu'est-ce que la « doctrine Donroe » inventée par Donald Trump ?, *Le Point*, 2026.

⁹ Ishaan THAROOR, The year of the 'Donroe Doctrine', *The Washington Post*, 2025.

¹⁰ *Idem*.

¹¹ Thomas GOMART, « La doctrine 'Donroe' : quand Trump s'inspire du Parrain », *IFRI*, 2026. Vidéo : <https://www.youtube.com/shorts/R5erNU6GZso>

¹² Cyrille BRET, « Conseil de la Paix : Trump, faire la paix comme on fait des affaires », Institut Montaigne, 2026.

stylisation médiatique mettant en avant la personnalisation du leadership et la dimension transactionnelle des relations interaméricaines. Sa portée s'éclaire pleinement lorsqu'elle est associée au *Trump corollary*, évoqué par David Sanger, qui en constitue la traduction doctrinale plus substantielle¹³. Celui-ci traduirait l'affirmation d'un droit d'intervention étendu, fondé sur l'idée que les États-Unis peuvent agir dans tout pays dont les dynamiques internes sont perçues comme générant une menace régionale, mandat dont la portée apparaît particulièrement large. Les orientations stratégiques américaines confirment cette logique de conditionnalité, en affirmant la volonté de « récompenser et encourager les gouvernements, partis politiques et mouvements de la région largement alignés avec nos principes et nos stratégies »¹⁴. La contrainte ne se limite dès lors plus à l'intervention directe, mais s'exerce à travers la hiérarchisation des partenaires, l'anticipation des sanctions et la mobilisation d'instruments politiques, économiques et sécuritaires. Cette réactivation doctrinale traduit ainsi moins un retour à l'interventionnisme classique qu'une reformulation des mécanismes de contrôle et de projection d'influence, désormais étroitement liés aux enjeux migratoires, économiques et sécuritaires.

La matérialisation de la contrainte : les instruments de la politique hémisphérique des États-Unis d'Amérique

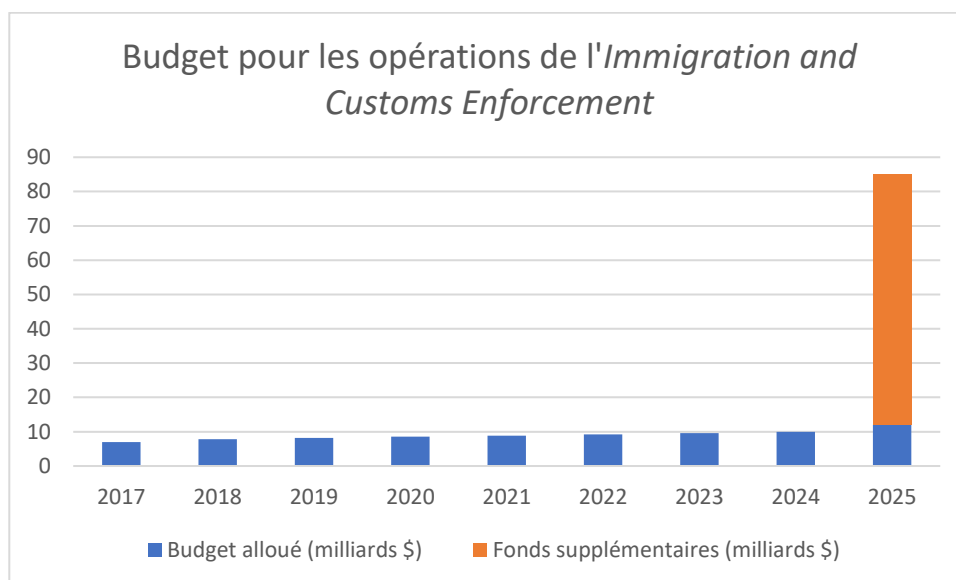
Au-delà de sa dimension doctrinale, la diplomatie de la contrainte déployée par l'administration Trump s'est traduite par la mobilisation d'instruments concrets visant à orienter les comportements des États latino-américains. Cette approche ne repose pas uniquement sur une réaffirmation symbolique de la primauté américaine, mais sur une utilisation stratégique des interdépendances régionales comme leviers d'influence. Les enjeux migratoires, économiques et sécuritaires tendent ainsi à être politisés et intégrés à une logique de conditionnalité, permettant d'exercer des pressions différenciées selon le degré d'alignement des partenaires.

La politique migratoire constitue l'un des leviers les plus importants mobilisés par l'administration Trump pour discipliner les États latino-américains. Loin de se réduire à une simple question de sécurité intérieure, elle s'est muée en véritable instrument diplomatique, transformant les enjeux de flux humains en monnaie d'échange dans les relations interaméricaines. Dès son investiture en janvier 2025, Donald Trump déclare l'état d'urgence

¹³ Brian STELTER, How right-wing media inspired Trump's 'Donroe Doctrine', *CNN*, 2026.

¹⁴ National Security Strategy, The white house, 2025. p. 16. (Traduction libre).

national à la frontière mexicaine et engage un durcissement sans précédent de l'appareil répressif. La pièce maîtresse de ce dispositif est l'*Immigration and Customs Enforcement* (ICE), dont le budget a été triplé dans le cadre du *One Big Beautiful Bill Act (OBBA)*, devenant ainsi « l'agence américaine chargée de l'application de la loi la mieux financée. »¹⁵



Source : usaspending.gov, graphique réalisé par l'auteure.

Lauren-Brooke Eisen (directeur principal du programme de justice au *Brennan Center for Justice*) ajoute qu' « avec ce nouveau projet de loi et d'autres crédits, son montant est supérieur au budget annuel cumulé de toutes les autres agences fédérales chargées de l'application de la loi. »¹⁶ L'objectif affiché par la OBBA est d'expulser un million de personnes par an, faisant de l'administration américaine ce que plusieurs ONG ont qualifié de véritable « machine à expulser ». En l'espace d'un an, plus de 68 000 personnes ont été placées en détention et plus de 400 000 ont été expulsées du territoire américain¹⁷. L'ICE dispose désormais de prérogatives élargies qui alimentent un véritable régime de peur au sein des communautés immigrées. Selon Joshua Bardabi, avocat spécialisé en droit de l'immigration :

« La Cour suprême a essentiellement permis que quatre critères soient utilisés par l'ICE, tels que l'accent, la couleur de peau, l'endroit où se trouve

¹⁵ Bill CHAPPELL, « How ICE grew to be the highest-funded U.S. law enforcement agency », *NPR*, 2026. (Traduction libre)

¹⁶ *Idem*.

¹⁷ Trac immigration, En ligne : <https://tracreports.org/immigration/quickfacts/>

la personne et d'autres éléments, pour interroger quelqu'un sur la légalité de son statut. »¹⁸

Les agents peuvent opérer en véhicules banalisés, sans caméras corporelles ni obligation d'identification. Si l'administration présente ces opérations comme ciblant des criminels, les chiffres contredisent ce discours : 73 % des personnes détenues par l'ICE n'ont jamais fait l'objet d'une condamnation pénale¹⁹. La procédure d'*expedited removal authority*, permettant :

« Aux agents des douanes et de la protection des frontières (CBP) et des services de l'immigration et des douanes (ICE) des États-Unis d'expulser rapidement les ressortissants étrangers sans papiers ou ayant commis une fraude ou une fausse déclaration. Dans le cadre des procédures d'expulsion accélérées, certains ressortissants étrangers sont expulsés en l'espace d'une seule journée, sans audience devant un tribunal de l'immigration ni autre comparution devant un juge de l'immigration. »²⁰

Les procédures relevant de ce circuit judiciaire connaissent également une évolution notable notamment lors de l'envoi des convocations à comparaître devant les juridictions de l'immigration, les autorités y joignent désormais un formulaire d'auto-expulsion. Cette pratique tend à rapprocher la procédure juridictionnelle des mécanismes administratifs d'éloignement accéléré. Elle participe ainsi à fragiliser l'effectivité du droit à une procédure régulière, en incitant les personnes concernées à renoncer à la contestation judiciaire de leur situation²¹.

Ce durcissement intérieur produit des effets d'externalisation massifs sur les États latino-américains, qui se trouvent contraints d'intégrer les impératifs migratoires américains à leur propre agenda politique. La révocation du statut de protection temporaire (TPS) pour plus de 500 000 Latino-Américains, principalement vénézuéliens, cubains, haïtiens et nicaraguayens s'accompagne d'accords de rapatriement accéléré conclus avec le Mexique, le Guatemala, le Honduras, le Salvador, le Costa Rica et le Panama. Ces États, confrontés au retour forcé de leurs ressortissants et à la pression américaine pour contrôler les flux de transit, se retrouvent intégrés à une architecture sécuritaire dont ils ne maîtrisent ni les règles ni les paramètres²². Entre janvier et mars 2025, 1 828 ressortissants équatoriens ont ainsi été expulsés lors de 18 vols, et plus de 200 Vénézuéliens ont été transférés dans des prisons de haute sécurité au Salvador sans que leur culpabilité ait été établie, au moins 50 d'entre eux étant des migrants en

¹⁸ États-Unis : comment Donald Trump a mis en place une chasse aux immigrés, France24, 2025. Vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=9y5Uek_Lzo

¹⁹ *Idem*.

²⁰ Fact Sheet: Expanded Expedited Removal, *National immigration forum*, 2025.

²¹ *Ibid*. États-Unis : comment Donald Trump a mis en place une chasse aux immigrés.

²² Behind the headlines: Temporary Protected Status, *International rescue Committee*, 2025.

situation régulière²³. Les répercussions économiques de cette politique sont considérables pour les pays d'origine, dont plusieurs dépendent structurellement des remises de fonds (*remittances*) envoyées par leur diaspora aux États-Unis²⁴. Au Honduras, ces transferts représentent 26 % du PIB national. Or la menace d'expulsion ou la simple peur de travailler sans régularisation conduit à une chute brutale de ces flux. En avril 2025, les autorités mexicaines ont enregistré une baisse record des remises de plus de 12 %. Au Guatemala, les économistes avertissent qu'une contraction durable de ces transferts pourrait précipiter le pays dans la récession²⁵. Pour ces États, la politique migratoire américaine ne représente donc pas seulement une contrainte diplomatique, mais une menace directe à leur stabilité macroéconomique. Cette dynamique illustre ce que certains qualifient de « gouvernance migratoire asymétrique », où les États-Unis externalisent les coûts humains et politiques de leur politique intérieure vers des partenaires dont la dépendance économique et sécuritaire les prive de tout réel pouvoir de négociation. Loin d'être un instrument purement défensif, la politique migratoire trumpienne s'affirme ainsi comme un levier offensif de la diplomatie de la contrainte.

Si la politique migratoire constitue un instrument de pression directe sur les populations et les gouvernements latino-américains, le volet commercial représente un levier d'une portée systémique plus large, capable d'orienter en profondeur les choix économiques et diplomatiques des États de la région. L'administration Trump a fait des tarifs douaniers un outil de coercition politique assumé, rompant avec la logique multilatérale qui avait jusqu'alors structuré les échanges interaméricains²⁶. Dès janvier 2025, Washington a formalisé cette rupture à travers l'*America First Trade Policy*, décret exécutif qui conditionne explicitement les relations commerciales aux objectifs sécuritaires, migratoires et géopolitiques de l'administration. La logique est explicite dès le discours d'investiture, lorsque Trump déclare : « au lieu d'imposer nos citoyens pour enrichir d'autres pays, nous allons imposer des droits de douane et des taxes aux pays étrangers afin d'enrichir nos citoyens. »²⁷ Cette formule résume le renversement de paradigme opéré où le commerce cesse d'être un cadre stabilisateur fondé sur des gains mutuels pour devenir un instrument de puissance unilatérale²⁸. Comme Trump l'avait lui-même

²³ « US migration policies: the impact on mixed migration in Latin America », *Mixed migration centre*, 2025.

²⁴ Alberto MARESCA, « The impact of the second Trump Administration on Latin America foreign policy », *UNU CRIS*, 2026.

²⁵ *Idem*. *Mixed migration centre*.

²⁶ Giuseppe SPATAFORA, « The Foreign Policy-First President? US external action under Trump 2.0 – in data », *EUSS*, 2026.

²⁷ Chase HARRINSON, Gladys GERBAUD, « Tracking Trump and Latin America: Trade—Tariffs Threatened on Mexico over Water Sharing », AS/COA, 2025

²⁸ America First Trade Policy, The White House, 2025. <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/01/america-first-trade-policy/>

annoncé : « pour moi, le plus beau mot du dictionnaire est le mot tarif »²⁹, déclaration qui, loin d'être anodine, annonçait la doctrine commerciale de son second mandat. La logique est claire : l'accès au marché américain n'est plus un droit acquis dans le cadre d'accords multilatéraux, mais une faveur conditionnelle, susceptible d'être révoquée en fonction du degré d'alignement politique des partenaires. Il est rapidement apparu que l'administration considérait les tarifs comme un outil de coercition à spectre large, mobilisable aussi bien pour punir que pour récompenser. La dimension disciplinaire de cet instrument se manifeste d'abord dans sa capacité à contraindre. C'est le cas colombien qui en offre l'illustration la plus saisissante. En janvier 2025, après le refus du président Gustavo Petro d'accepter des vols militaires américains de déportés, Trump menace d'imposer immédiatement des tarifs de 25 % sur toutes les importations colombiennes, portés à 50 % en l'espace d'une semaine, assortis de sanctions financières et de restrictions de visas³⁰. Bogotá capitule en quelques heures, acceptant le retour de ses ressortissants dans des conditions qu'elle avait initialement jugées contraires à sa dignité souveraine. Sur Truth Social, Trump écrit alors :

*« Ces mesures ne sont qu'un début. Nous ne permettrons pas au gouvernement colombien de violer ses obligations légales en matière d'acceptation et de renvoi des criminels qu'il a contraints à se rendre aux États-Unis. »*³¹

Cet épisode révèle, selon Oliver Stuenkel, professeur de relations internationales à la Fundação Getulio Vargas de São Paulo, que « les dirigeants d'Amérique latine observeront ces événements » et « prendront de plus en plus conscience du risque d'une dépendance excessive vis-à-vis des États-Unis. »³²

La coercition tarifaire avantage cependant certains pays. L'administration de Trump a en effet supprimé ou allégé les tarifs sur certaines exportations d'Argentine, d'Équateur, du Guatemala et du Salvador, dans le cadre d'accords-cadres bilatéraux offrant aux entreprises américaines un meilleur accès à ces marchés³³. Cette sélectivité calculée, punir les récalcitrants, récompenser les alignés transforme la politique commerciale en système d'incitations et de sanctions différenciées, structurellement comparable à un mécanisme de clientélisme

²⁹ Trump Says Tariffs Are the Most 'Beautiful Words to Me' in the Dictionary, Bloomberg Television, 2025. Vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=ExWLTayuuzs> (Traduction libre).

³⁰ Jim WATSON, Yuri CORTEZ, « Colombia backs down on deportation flights after Trump's tariff threats », Aljazeera, 2025. (Traduction libre).

³¹ *Idem.* (Traduction libre).

³² *Idem.*

³³ Eugenia ANDREASEN, « The Impact of Trump's Tariffs on Latin America », *Project syndicate*, 2026.

géopolitique. Le commerce n'est plus régi par des règles multilatérales stables, mais par le degré de soumission aux priorités de Washington. Le cas mexicain illustre par ailleurs la profondeur de la vulnérabilité structurelle que cette logique exploite. En février 2025, Trump menace d'imposer des tarifs de 25 % sur l'ensemble des exportations mexicaines vers les États-Unis, un choc potentiellement dévastateur pour une économie dont près de 80 % du commerce extérieur est orienté vers le marché américain³⁴. La présidente Claudia Sheinbaum, confrontée à cette pression, déploie 10 000 soldats supplémentaires à la frontière nord pour satisfaire aux exigences sécuritaires de Washington³⁵. L'Accord États-Unis-Mexique-Canada (AEUMC), est devenu dans ce contexte une épée de Damoclès permanente. Plutôt que de garantir un cadre prévisible pour les échanges, il est instrumentalisé pour extorquer des concessions extraéconomiques, brouillant la frontière entre politique commerciale et politique étrangère. Le *Liberation Day* du 2 avril 2025, qui instaure un tarif plancher de 10 % applicable à la quasi-totalité des importations mondiales, s'inscrit dans ce tableau d'ensemble comme la formalisation doctrinale d'une rupture déjà consommée dans les faits³⁶. Si l'Amérique latine n'en est pas la cible principale, elle en subit les effets collatéraux, notamment à travers le ralentissement du *nearshoring*³⁷, processus par lequel des entreprises américaines et asiatiques relocalisaient leurs unités de production au Mexique. Présenté comme l'une des grandes opportunités offertes par la rivalité sino-américaine, il se trouve directement fragilisé par l'incertitude tarifaire que génèrent les annonces imprévisibles de l'administration. Ces incertitudes tarifaires fragilisent ainsi les dynamiques d'intégration économique régionale et révèle la capacité de la politique commerciale américaine à influencer les trajectoires de développement latino-américaines. Au-delà de ses effets économiques immédiats, elle contribue à une politisation croissante des interdépendances, où l'accès au marché et la stabilité des chaînes d'approvisionnement deviennent des enjeux de puissance.

Le volet sécuritaire de la diplomatie de contrainte trumpienne en Amérique latine repose sur une logique de redéfinition unilatérale des menaces régionales, que Washington impose comme cadre d'action contraignant à ses partenaires. Dès le 20 janvier 2025, jour de son investiture, Trump signe le décret exécutif E.O. 14157 qui désigne : « des cartels et autres organisations

³⁴ « A timeline of Trump's tariff actions so far », *PBS show*, 2025.

³⁵ Sophie SAMAILLE, « Donald Trump suspend les droits de douane contre le Mexique et le Canada », *France24*, 2025.

³⁶ Barath HARITHAS, Kyle MENG, Evan BROWN, Catharine MOURADIAN, « “Liberation Day” Tariffs Explained », *Center for strategic & international studies*, 2025.

³⁷ Samia TAWIL, « Le «nearshoring» au Mexique fait émerger une nouvelle culture du luxe », *Luxury tribune*, 2026.

comme organisations terroristes étrangères et terroristes mondiaux »³⁸, ouvrant la voie à la désignation officielle de huit organisations criminelles latino-américaines comme *Foreign Terrorist Organizations* (FTO). Le 20 février 2025, le secrétaire d'État Marco Rubio formalise ces désignations, qui incluent notamment le Cartel de Sinaloa et le Cartel de Jalisco Nueva Generación (CJNG). Cette décision dépasse largement le cadre symbolique : en qualifiant ces organisations de terroristes au sens juridique américain, Washington se dote théoriquement d'une base légale pour envisager des interventions sur le territoire mexicain, sans accord préalable de Mexico. La réaction du Mexique met en lumière la menace que représente cette désignation pour la souveraineté des États de la région. La présidente Claudia Sheinbaum, qui n'avait pas été consultée en amont, le souligne publiquement. Dès le 20 février 2025, elle annonce une réforme constitutionnelle visant à inscrire dans la loi fondamentale l'interdiction de toute intervention étrangère sur le territoire mexicain, même au nom de la lutte contre les cartels. Ses propos sont clairs :

*« Ce que nous voulons préciser face à cette désignation, c'est que nous ne négocions pas notre souveraineté. Cela ne peut pas être une occasion pour les États-Unis d'envahir notre souveraineté. »*³⁹

Cette réforme constitutionnelle proposée vise à intégrer dans les articles 39 et 40 de la Constitution mexicaine une interdiction explicite de toute intervention étrangère, qu'elle soit liée à des investigations ou à des poursuites judiciaires, sans l'autorisation expresse du gouvernement mexicain. En réponse à la pression américaine, le Mexique a également intensifié ses efforts dans la lutte contre les cartels, notamment en éliminant « El Mancho » le 22 février 2026, *leader* du cartel Jalisco Nueva Generación. Ce faisant, le gouvernement mexicain a affirmé que les États-Unis n'avaient eu aucune implication dans cette opération, réaffirmant ainsi la souveraineté du pays⁴⁰.

C'est cependant l'opération militaire menée au Venezuela dans la nuit du 2 au 3 janvier 2026 qui marque la rupture la plus spectaculaire avec les normes de coopération régionale. Dans le cadre de l'*Operation Absolute Resolve*, Washington mobilise environ 200 soldats et plus de 150 aéronefs décollant depuis 20 bases réparties dans l'hémisphère occidental pour capturer le

³⁸ « Implications of EO 14157 and Recent “Foreign Terrorist Organization” and “Specially Designated Global Terrorist” Designations », *Wilmerhale*, 2025.

³⁹ « Mexico's president calls for constitutional reform to protect nation's sovereignty », *Voice of America*, 2025. (Traduction libre).

⁴⁰ Gabriel HASSAN, L'ombre de Trump plane sur l'opération mexicaine contre “El Mencho”, *Courrier international*, 2026.

président Nicolás Maduro à son domicile à Caracas⁴¹. L'opération, préparée depuis plusieurs mois avec l'infiltration préalable d'une équipe de la CIA en août 2025 chargée de surveiller les déplacements de Maduro, est menée sans aucune consultation préalable de l'Organisation des États américains (OEA) ni des partenaires régionaux. Elle représente, selon plusieurs analystes, la plus grande intervention militaire américaine en Amérique latine depuis l'invasion du Panama en 1989 et :

« Offre l'occasion de prouver que la puissance militaire peut donner des résultats là où la diplomatie et les sanctions ont échoué, et de redéfinir les termes du débat sur le leadership américain dans l'hémisphère. »⁴²

Les réactions dans la région sont à la mesure du précédent établi. Le secrétaire général des Nations unies António Guterres exprime être « profondément préoccupé » et avertit que l'opération constitue un dangereux précédent aux implications inquiétantes pour la région⁴³. Le Brésil, le Chili, la Colombie, le Mexique et l'Uruguay publient une déclaration commune exprimant leur profonde inquiétude des actions militaires unilatérales menées sur le territoire vénézuélien. Le président brésilien Lula qualifie les frappes de « grave atteinte à la souveraineté du Venezuela et nouveau précédent extrêmement dangereux pour l'ensemble de la communauté internationale »⁴⁴, avertissant que :

« Pour la première fois en Amérique du Sud, un événement profondément alarmant s'est produit : une agression armée extérieure, avec le déploiement de troupes et des bombardements dans un pays voisin. »⁴⁵

Le président chilien sortant Gabriel Boric, tout en refusant de soutenir le régime Maduro, met en garde : « Aujourd'hui, c'est le Venezuela, sous prétexte de narcoterrorisme et avec l'intention déclarée de contrôler ses ressources. Demain, cela pourrait être n'importe où ailleurs, sous un autre prétexte. »⁴⁶ La fracture régionale révélée par l'opération est elle-même révélatrice de la recomposition géopolitique à l'œuvre. Tandis que les gouvernements de gauche et centre-gauche condamnent unanimement l'intervention au nom de la souveraineté

⁴¹ R. Evan ELLIS, « How Maduro's capture went down – a military strategist explains what goes into a successful special op », *The conversation*, 2026.

⁴² Ryan C. BERG, « The Geopolitics of Maduro's Capture: China's Future in Latin America Following Operation Absolute Resolve », *Center for strategic & international studies*, 2026. (Traduction libre).

⁴³ Marie MILLER, « U.S. Allies and Adversaries' Reactions to Operation Absolute Resolve to Capture Maduro », *Just security*, 2026.

⁴⁴ *Idem.* (Traduction libre)

⁴⁵ *Idem.* (Traduction libre)

⁴⁶ Chase HARRISON, Khalea ROBERTSON, « Reactions to the U.S. Operation in Venezuela, from Latin America and Beyond », *AS/COA*, 2026.

et du droit international, plusieurs gouvernements alignés sur Washington comme l'Argentine de Milei, El Salvador de Bukele ou l'Équateur de Noboa, la célèbrent ou l'approuvent, soulignant la profonde division idéologique qui traverse désormais l'Amérique latine face à la puissance américaine. Cette polarisation constitue en elle-même un résultat stratégique pour Washington. En divisant la région, elle affaiblit la capacité de réponse collective des États latino-américains et consolide les positions des gouvernements les mieux disposés à l'égard de la primauté américaine. Le volet sécuritaire de la diplomatie trumpienne achève de dessiner les contours d'une hégémonie renouvelée, moins institutionnalisée, plus coercitive et fondamentalement indifférente aux formes multilatérales que la région avait patiemment construites depuis la fin de la guerre froide. Comme le formule le représentant vénézuélien devant le Conseil de sécurité de l'ONU :

« Aujourd'hui, ce n'est pas seulement la souveraineté du Venezuela qui est en jeu. La crédibilité du droit international, l'autorité de cette Organisation et la validité du principe selon lequel aucun État ne peut s'ériger en juge, partie et exécuter de l'ordre mondial sont également en jeu. »⁴⁷

La diplomatie de la contrainte déployée par l'administration Trump, qu'elle s'exprime à travers les leviers migratoires, commerciaux ou sécuritaires ne produit pas pour autant une réponse uniforme de la part des États latino-américains. Loin de constituer un bloc homogène face à la pression américaine, les gouvernements de la région révèlent au contraire une profonde hétérogénéité dans leurs stratégies d'adaptation. Cette diversité des réponses nationales reflète des vulnérabilités asymétriques, des traditions diplomatiques distinctes et des calculs politiques intérieurs qui varient considérablement d'un État à l'autre.

⁴⁷ United States Action in Venezuela Puts Sovereignty of States, International Law at Stake, Many Speakers Tell Security Council, United Nations, 2026.

Fragmentation, adaptation ou évitement : vers quelle configuration régionale ?

Une coordination régionale limitée

Face aux pressions exercées par l'administration Trump, la capacité de l'Amérique latine à formuler une réponse collective se heurte à des contraintes institutionnelles et politiques bien établies. Les principales organisations régionales font face à une architecture fragmentée, traversée par des clivages idéologiques persistants et structurellement dépendante des cycles politiques nationaux.

Au-delà de l'Organisation des États Américains (OEA), cadre hémisphérique plus ancien fondé en 1948, la création de la CELAC en 2011 incarnait précisément cette ambition d'un dialogue régional autonome, réunissant pour la première fois les 33 États d'Amérique latine et des Caraïbes en dehors de toute participation américaine ou canadienne. Sa fondation s'inscrivait dans un moment particulier, celui du régionalisme dit « post-hégémonique »⁴⁸, porté par une vague de gouvernements progressistes qui cherchaient à construire des espaces de coopération en marge des cadres institutionnels traditionnellement proches de Washington. L'organisation a toutefois été pensée de manière volontairement souple avec un fonctionnement par consensus, absence de siège permanent, absence de mécanismes contraignants, précisément parce qu'un cadre plus intégré n'aurait pas obtenu l'adhésion de l'ensemble des membres. Cette souplesse, qui permettait d'inclure tout le monde, est aussi ce qui a limité sa capacité d'action.

Ce qui frappe davantage encore, c'est la prolifération même des institutions régionales depuis les années 2000, qui loin de renforcer la cohésion de l'espace latino-américain, a contribué à approfondir sa fragmentation. En l'espace de deux décennies, la région a vu se succéder et coexister une multitude de cadres d'intégration (CELAC, UNASUR, ALBA, Alliance du Pacifique, PROSUR, Mercosur) chacun portant un paradigme distinct de ce que devrait être l'intégration régionale et de la place à accorder aux États-Unis dans l'architecture hémisphérique. Certains de ces cadres, comme l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre

⁴⁸ Olivier DABENE, *La communauté d'États latino-américains et caribéens (CELAC)*, Science Po, 2012. p. 2.

Amérique (ALBA), fondée en 2004 à l'initiative du Venezuela et de Cuba, reposent explicitement sur un rejet de l'influence américaine et du modèle néolibéral. D'autres, comme l'Alliance du Pacifique créée en 2011, s'inscrivent au contraire dans une logique d'ouverture commerciale et de rapprochement avec Washington et les économies asiatiques⁴⁹. Entre ces deux pôles, des organisations comme le Mercosur ou l'UNASUR ont tenté d'occuper un espace intermédiaire, avec des résultats variables selon les périodes et les configurations politiques en place. Cette multiplication des cadres institutionnels traduit moins une dynamique d'approfondissement de l'intégration mais « se manifeste par la fragmentation, la perte d'institutionnalité et le retour à des pratiques unilatérales »⁵⁰. Chaque nouvelle institution créée en réponse à des divergences non résolues au sein des cadres existants ajoute une couche supplémentaire de complexité sans pour autant résoudre les désaccords fondamentaux sur les finalités de l'intégration régionale.

Au-delà des institutions elles-mêmes, c'est l'absence d'une doctrine régionale commune face aux recompositions géopolitiques globales qui apparaît la plus structurante. Les divergences entre blocs sous-régionaux illustrent concrètement cette hétérogénéité, tout en révélant combien les orientations stratégiques restent tributaires des configurations politiques internes de chaque État. Le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) a longtemps été associé à un protectionnisme sélectif et à un approfondissement des liens économiques avec la Chine, devenue le premier partenaire commercial du Brésil depuis 2009⁵¹. L'élection de Javier Milei en Argentine fin 2023, ouvertement aligné sur Donald Trump et hostile aux institutions multilatérales, a cependant reconfiguré les équilibres internes du bloc. L'Alliance du Pacifique (Chili, Pérou, Colombie, Mexique) reste quant à elle davantage ancrée dans une logique de libre-échange et entretient des relations économiques et diplomatiques plus étroites avec Washington⁵². Cette approche doit toutefois rester nuancée notamment avec certains pays qui entretiennent des relations plus distantes avec l'administration de Trump que ne le suggère cette approche purement institutionnelle. Ces deux ensembles ne constituent donc pas des blocs homogènes aux orientations figées, mais des espaces traversés par des tensions internes dont la configuration évolue au rythme des alternances politiques. C'est précisément cette instabilité

⁴⁹ Adrian BONILLA SORIA, Isabel ALVAREZ ECHANDI, *Desafíos estratégicos del regionalismo contemporáneo*, Flacso, 2013, pp. 50-70.

⁵⁰ Manuel CIENFUEGOS, José Antonio SANAHUJA, *Una región en construcción. UNASUR y la integración en América del Sur*, Fundacio CIDOB, 2010, pp. 201-203

⁵¹ Jean-Pierre LANGELLIER, « La Chine est devenue le premier partenaire commercial du Brésil », *Le Monde*, 2009.

⁵² Alliance du Pacifique, 2013, <https://www.isds.bilaterals.org/?-pacific-alliance-&lang=fr>

des positions nationales, autant que les divergences entre blocs, qui rend improbable l'émergence d'une position régionale unifiée face aux pressions extérieures.

Le parcours de l'UNASUR illustre de façon particulièrement nette les limites structurelles de ce régionalisme pluriel. Créée en 2008 sous l'impulsion du Brésil et du Venezuela, l'organisation avait pour ambition de constituer un cadre politique et sécuritaire sud-américain autonome, doté d'un Conseil de défense et d'instruments de coopération originaux⁵³. Après une période d'activité, elle a connu un effondrement rapide. Entre 2018 et 2020, la majorité de ses membres ont successivement suspendu leur participation ou quitté l'organisation, à la faveur d'alternances politiques internes⁵⁴. Plusieurs d'entre eux ont contribué à la création, en 2019, de PROSUR conçu comme une alternative idéologique directe. L'organisation s'est également retrouvée sans siège depuis le retrait de l'Équateur en 2019, ce qui illustre concrètement son inefficacité croissante. La vague progressiste du début des années 2020 a semblé relancer le projet. Le président brésilien Lula da Silva a signé un décret officialisant le retour du Brésil à l'UNASUR en avril 2023, après que le pays en avait été retiré sous Bolsonaro en 2019. Durant ce sommet, la volonté était de :

« Reprendre le dialogue et la coopération » et d'envisager la façon de « revenir à un mécanisme de coopération purement sud-américain », libre de tout « carcan idéologique ». L'évènement s'est d'ailleurs conclu avec la signature unanime du Consensus de Brasilia, document qui reconnaît entre autres l'importance 'de faire progresser le processus d'intégration en Amérique du Sud et de faire entendre la voix de la région dans le monde.' »⁵⁵

La Colombie de Petro et l'Argentine d'Alberto Fernández (président avant Milei) ont suivi le mouvement. Cette tentative de relance s'est toutefois heurtée presque immédiatement à un nouveau cycle politique défavorable. En décembre 2023, l'Argentine s'est à nouveau retirée de l'UNASUR par décision du président Javier Milei. En 2025, dans le cadre d'une rencontre politique à Montevideo réunissant Lula, Boric, Petro et Orsi, à laquelle Milei avait choisi de ne pas assister, le relancement de l'UNASUR a été évoqué comme un moyen de construire un espace régional commun en dehors de l'Argentine. Certains participants évoquant explicitement la volonté d'« isoler » Milei des deux grands cadres régionaux que sont le Mercosur et

⁵³ *South American Union of Nations Constitutive Treaty*, Volume 12, N°2, 2009.

⁵⁴ UNASUR, LatamSinFiltro, 2025 : <https://www.latamsinfiltro.com/en/post/unasur-1>

⁵⁵ Luis REYGADA, « L'Unasur renaît de ses cendres : un nouvel élan pour l'intégration sud-américaine ? », *L'humanité*, 2023.

l'UNASUR⁵⁶. Ce cycle illustre une contrainte récurrente où les institutions régionales latino-américaines restent fortement dépendantes des équilibres politiques internes de leurs membres, ce qui fragilise leur capacité à s'institutionnaliser dans la durée⁵⁷.

Cette dépendance aux cycles politiques nationaux, combinée à la prolifération de cadres institutionnels concurrents portant des principes d'intégration incompatibles, explique en grande partie la prévalence des logiques bilatérales dans les relations avec Washington. La fragmentation régionale ne constitue donc pas seulement un constat institutionnel mais détermine concrètement les marges de manœuvre dont disposent les États latino-américains face aux pressions américaines. C'est précisément dans ce contexte de coordination limitée et de dépendance asymétrique que s'inscrit une autre dynamique, parallèle et complémentaire, celle de la recherche, par un nombre croissant d'États de la région, d'une diversification de leurs partenariats internationaux. Face à l'impossibilité de construire une réponse régionale cohérente, plusieurs gouvernements ont en effet choisi de réduire leur exposition à la contrainte américaine non pas par la solidarité collective, mais par l'ouverture vers d'autres pôles de puissance.

Diversification et ouverture vers d'autres partenaires

Face à l'unilatéralisme de l'administration Trump, un nombre croissant de gouvernements latino-américains cherche à réduire leur vulnérabilité en diversifiant leurs partenariats internationaux. Cette stratégie, portée avant tout par le Brésil de Lula mais lisible également dans les postures mexicaine, chilienne et colombienne, s'articule autour de trois axes complémentaires. Le renforcement des forums de gouvernance du Sud transactionnel dans un premier temps, l'approfondissement des liens avec la Chine et enfin l'ouverture vers l'Union européenne ou d'autres puissances émergentes. Si cette multipolarisation des dépendances constitue une réponse rationnelle à la contrainte américaine, elle ne produit pas pour autant une autonomie stratégique pleine et entière, et comporte ses propres contradictions internes.

C'est d'abord au sein des BRICS que cette ambition se cristallise. La présidence brésilienne du groupe en 2025 illustre la volonté latino-américaine de peser sur la refonte des institutions

⁵⁶ Augusto TAGLIONI, « Lula, Boric, Yamandú y Petro acordaron relanzar la Unasur para aislar a Milei », *La Política online*, 2025.

⁵⁷ Pia RIGGIROZZI, Diana TUSSIE, *The rise of Post-Hegemonic regionalism*, Springer, Volume 4, 2012. pp. 5-10.

multilatérales héritées de l'après-guerre. Placée sous le thème « Renforcer la coopération entre les pays du Sud pour une gouvernance plus inclusive et durable »⁵⁸, elle s'est structurée autour d'un engagement à « renforcer le multilatéralisme, à défendre le droit international et à œuvrer pour un ordre mondial plus équitable ». La Déclaration de Rio de Janeiro, adoptée lors du sommet des 6 et 7 juillet 2025, réitère la nécessité urgente de réformer ces institutions pour les rendre plus agiles, crédibles et représentatives, en augmentant notamment la part des pays émergents⁵⁹. Cette ambition réformiste se heurte cependant à de profondes contradictions internes qui en limitent la portée. L'ajout de nouveaux membres au sein du groupe a modifié les dynamiques internes, comme en témoigne la réunion des ministres des Affaires étrangères d'avril 2025. Contrairement aux années précédentes, cette rencontre préparatoire au sommet n'a pu déboucher sur un communiqué conjoint en raison de désaccords sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU⁶⁰. Si Lula a décrit la situation internationale comme « effondrement sans précédent du multilatéralisme »⁶¹, le groupe peine encore à dégager une stratégie claire pour mettre en œuvre les réformes qu'il prétend promouvoir. L'élargissement continu des BRICS, désormais fort de onze membres et dix pays partenaires, renforce certes la légitimité représentative du forum mais dilue sa cohésion décisionnelle. Le risque, à terme, est que les BRICS reproduisent à une autre échelle les pathologies multilatérales qu'ils entendent précisément dépasser.

C'est précisément cette fragilité institutionnelle qui confère à la relation sino-latino-américaine une importance stratégique croissante, en tant que deuxième vecteur de diversification. Pékin a développé une stratégie d'engagement multidimensionnelle via le Forum Chine-CELAC, créé en 2015, qui lui permet de contourner l'absence de cohésion de la CELAC en privilégiant les accords bilatéraux tout en maintenant une façade multilatérale. La quatrième réunion ministérielle, tenue le 13 mai 2025 à Pékin, a représenté un tournant en termes d'ambition et de portée stratégique, avec la participation inédite de trois chefs d'État (Lula, Petro et Boric)⁶². La Colombie a d'ailleurs franchi un pas symbolique en rejoignant officiellement la *belt and road initiative* (BRI) lors de ce même forum, devenant le 23^e pays de

⁵⁸ Maiva D'AURIA, BRICS Summit signs historic commitment in Rio for more inclusive and sustainable governance, BRICS Brasil, 2025. (Traduction libre).

⁵⁹ Rio de Janeiro Declaration, Strengthening Global South Cooperation for a More Inclusive and Sustainable Governance, BRICS, 2025.

⁶⁰ The BRICS Summit 2025: The Challenge to Find Common Ground, *Council of Council*, 2025.

⁶¹ Aude DARNAL, David MONYAE, Ana SAGGIORO GARCIA, Bhima YUDHISTIRA ADHINEGARA, Griffin STIBOR, 2025 BRICS Summit: Takeaways and Projections, *Stimson*, 2025. (Traduction libre).

⁶² Daniel MORALES RUVALCABA, The Beginning of a New Phase in Latin America–China Relations, *Latinoamérica21*, 2025.

la CELAC à le faire⁶³. Cette offensive diplomatique s'inscrit dans une dynamique d'ancrage économique bien plus ancienne et désormais structurelle. Entre 2010 et 2019, les investissements directs chinois en Amérique latine ont été multipliés par sept par rapport à la décennie précédente. Minéraux, industrie, transports : la pénétration chinoise a accéléré dans tous les secteurs. Les entreprises de Pékin ont investi dans le lithium chilien, les lignes de transmission électriques au Brésil, ou encore l'industrie automobile avec BYD. Le dernier exemple emblématique est au Pérou où la Chine a inauguré fin 2024 son mégaport de Chancay, reliant l'Amérique du Sud aux marchés asiatiques en moins de dix jours. Moins d'une semaine après la publication de la NSS américaine, Pékin a accentué cet effort d'influence en publiant, le 10 décembre 2025, son troisième livre blanc sur l'Amérique latine et les Caraïbes, le premier depuis neuf ans⁶⁴. Ce document propose une stratégie globale et institutionnalisée pour approfondir la relation sino-latino-américaine, articulée autour des mêmes cinq programmes annoncés au forum de mai, se positionnant explicitement contre ce qu'il qualifie d' « actes d'intimidation unilatéraux qui compromettent la paix et la sécurité internationales »⁶⁵, sans mentionner les États-Unis par leur nom. Ce document indique :

*« Clairement que la Chine a l'intention de continuer à renforcer son engagement dans l'hémisphère occidental. En d'autres termes, la compétition entre les grandes puissances dans la région ne fait que commencer. »*⁶⁶

C'est précisément cette progression que l'administration Trump entend enrayer, en répondant à la stratégie de diversification latino-américaine par une contre-offensive d'alignement politique. Le 7 mars 2026, Donald Trump a réuni ses principaux soutiens régionaux à Miami pour le sommet *Shield of the Americas* première rencontre régionale officielle depuis son retour à la Maison-Blanche. Étaient conviés Javier Milei, Nayib Bukele, Daniel Noboa ainsi que le président récemment élu du Chili José Antonio Kast. La réunion a été déclinée par les dirigeants des principaux États de centre-gauche soit Claudia Sheinbaum et Lula notamment. Comme le précise Patricio Navia, politologue à l'Université de New York, « il ne s'agit pas d'une instance multilatérale mais bien d'une rencontre avec ses alliés politiques. »⁶⁷ L'objectif affiché de

⁶³ Fermin KOOP, Jack LO LAU, Juan ORTIZ, China-CELAC Summit Invests in Multilateralism Amid Global Trade Tensions, *Dialogue Earth*, 2025.

⁶⁴ Ryan BERG, Henrietta LEVIN, Bonny LIN, China's Third Policy Paper on Latin America and the Caribbean: Expanding Influence and Ambitions, *Center for strategic & international studies*, 2025.

⁶⁵ China's Policy Paper on Latin America and the Caribbean, *The state council*, 2025. https://english.www.gov.cn/news/202512/10/content_WS693962c3c6d00ca5f9a08069.html

⁶⁶ *Idem.* Ryan BERG, Henrietta LEVIN, Bonny LIN. (Traduction libre).

⁶⁷ Marion TORQUEBLAU, Trump convoque ses alliés latino-américains pour contrer l'influence de la Chine, *Les Echos*, 2026.

Washington était de resserrer les rangs face à l'influence chinoise sur les questions de sécurité, de migrations et d'« interférence étrangère ». La dimension militaro-stratégique de cette contre-offensive est également explicite. Un rapport récent de la Chambre des représentants américaine fait état de onze stations d'observation spatiales associées à la Chine en Argentine, au Venezuela, en Bolivie, au Chili et au Brésil, dont certaines seraient utilisées à des fins de renseignement militaire sous couvert d'exploration scientifique. Au Chili, cette pression américaine a d'ailleurs déjà produit des effets concrets, un projet d'installation de télescopes chinois dans le nord du pays a été définitivement annulé après des mises en garde de Washington. La capacité de Trump à imposer cet alignement se heurte pourtant à une limite structurelle que ses propres alliés peinent à ignorer. Comme le résume Patricio Navia :

« Le problème, c'est que le président américain n'a rien à offrir en retour. Les Etats-Unis menacent ces pays mais ils ne sont pas non plus disposés à acheter plus de produits en Amérique latine. De plus, Donald Trump ne démontre pas être un allié de confiance pour ses partenaires historiques. Il maltraite ses alliés Européens, donc je n'imagine même pas comment il va traiter l'Amérique latine. »⁶⁸

Cette asymétrie entre exigences américaines et contreparties effectives fragilise en profondeur la cohérence du *Shield of the Americas*, et renvoie les pays latino-américains à leur équation fondamentale, « maintenir des relations économiques avec Pékin sans s'attirer les foudres de Washington »⁶⁹. C'est dans ce contexte que l'accord de partenariat entre l'Union européenne et le Mercosur prend une dimension stratégique particulière, comme troisième pilier d'une diversification qui ambitionne cette fois de rééquilibrer les flux commerciaux eux-mêmes. Après plus de vingt-cinq ans de négociations conclues le 6 décembre 2024, l'accord se décompose en deux instruments juridiquement distincts : un accord de partenariat global et un accord commercial intérimaire, conçu pour s'appliquer dans l'attente de l'entrée en vigueur complète du premier⁷⁰. Son ambition est considérable car il créerait la plus grande zone de libre-échange au monde en termes de population couverte, consolidant la position de l'UE en tant que deuxième partenaire commercial du Mercosur après la Chine, et couvrant « un marché d'environ 780 millions de personnes représentant près d'un quart du PIB mondial. »⁷¹ Au moment où l'administration Trump impose des tarifs punitifs sur les importations latino-

⁶⁸ *Idem.*

⁶⁹ *Idem.*

⁷⁰ EU-Mercosur: Council greenlights signature of the comprehensive partnership and trade agreement, *European Council*, 2026.

⁷¹ The EU–Mercosur agreement: A strategic alliance for the 21st century, *Santander*, 2025. (Traduction libre).

américaines, Bruxelles et le Mercosur envoient un signal inverse de réaffirmation du libre-échange multilatéral. Le chemin vers la ratification demeure cependant semé d'embûches. Si le Conseil de l'UE a approuvé l'accord le 9 janvier 2026 par 21 voix contre 5, le Parlement européen a décidé le 21 janvier de saisir la Cour de justice de l'UE pour un avis juridique, une démarche susceptible de retarder la ratification de deux ans⁷². La dimension stratégique de l'accord n'en reste pas moins réelle pour les pays du Mercosur, qui y voient moins un simple accord commercial qu'un instrument de rééquilibrage de leurs dépendances dans un ordre mondial en recomposition.

Cette logique de rééquilibrage, portée au rang de doctrine par la diplomatie brésilienne, repose sur ce que ses propres concepteurs nomment le « non-alignement actif » (ANA). Cette stratégie consiste dans le fait que « les pays en développement doivent mettre leurs intérêts nationaux au premier plan, en refusant de s'aligner soit sur Washington, soit sur Pékin. »⁷³ Le Brésil multiplie dans cet esprit les initiatives diplomatiques en Asie du Sud-Est et renforce ses liens avec les pays africains, visant à élargir son réseau de partenariats bien au-delà des puissances traditionnelles. Cette stratégie de diversification supporte toutefois des limites. Si le Brésil apprécie en effet de vivre dans un « monde à la carte »⁷⁴ en se positionnant comme puissance intermédiaire dans un paysage multipolaire, la compétition géopolitique croissante entre États-Unis et Chine réduit progressivement l'espace disponible pour ce non-alignement. En définitive, la diversification des partenariats demeure davantage une stratégie d'atténuation des risques qu'un véritable projet d'émancipation. Elle préserve une marge de manœuvre diplomatique sans garantir pour autant une autonomie décisionnelle pleine.

⁷² Valentin LEDROIT, Accord UE-Mercosur : le Parlement européen repousse la ratification du traité en saisissant la Cour de justice de l'UE, *Toute l'Europe*, 2026.

⁷³ Jorge HEINE, Heine on Brazil's Renewed Foreign Policy Under President Lula, Boston University, 2025. (Traduction libre).

⁷⁴ Carla HOBBS, José Ignacio TORREBLANCA, Pawel ZERKA, Brazil: Europe's bridge to the global south, European council on foreign affairs, 2024.

Conclusion

L'analyse des recompositions latino-américaines face aux pressions de l'administration Trump révèle, en définitive, moins une opposition tranchée entre fragmentation et adaptation qu'un ensemble de postures intermédiaires. Ces postures passant de la capitulation contrainte à la résistance de principe ou de l'alignement idéologique à la diversification pragmatique. Ce qui les unit, c'est une même réalité, celle d'une asymétrie structurelle que nul État de la région ne peut véritablement abolir, et que chacun gère à sa façon. Depuis janvier 2025, la diplomatie de la contrainte américaine a rappelé la persistance d'un rapport de force fondamentalement inégal. Que ce soit par le levier migratoire, la pression tarifaire ou l'intervention militaire au Venezuela, Washington a réactivé sous une forme transactionnelle inédite les mécanismes d'hégémonie hémisphérique inscrits dans la tradition de la doctrine Monroe.

Face à cela, la fragmentation institutionnelle de la région a privé les gouvernements de tout levier collectif, renvoyant chaque État à ses propres vulnérabilités. Les plus dépendants ont dû céder, les moins exposés ont pu résister et d'autres ont choisi l'alignement sur Washington, un pari dont les bénéfices restent, comme le sommet *Shield of the Americas* l'a illustré, soumis à l'imprévisibilité du partenaire américain. La stratégie de diversification vers les BRICS, la Chine ou l'Union européenne constitue quant à elle la réponse la plus construite à cette situation, mais elle redistribue les dépendances sans les supprimer. Elle substitue une double dépendance à une dépendance exclusive, sans produire l'autonomie qu'elle ambitionne.

Les pressions américaines contribuent simultanément à la fragmentation et à l'adaptation, dans une configuration qui les rend difficilement dissociables. L'adaptation est réelle mais contrainte car elle s'opère dans les marges que l'asymétrie laisse disponibles, non contre elle. La période 2025-2026 révèle la persistance d'une dépendance en recomposition : plus diverse dans ses formes, plus consciente de ses vulnérabilités, mais dont les structures profondes résistent à toute transformation rapide. La multipolarité internationale crée l'illusion d'une émancipation possible sans dissoudre l'asymétrie qui continue de gouverner les relations entre Washington et son voisinage méridional.

Bibliographie

- **Articles de presse et analyses géopolitiques**

« A Timeline of Trump's Tariff Actions So Far », *PBS NewsHour*, 2025. En ligne : <https://www.pbs.org/newshour/economy/a-timeline-of-trumps-tariff-actions-so-far>

ANDREASEN Eugenia, « The Impact of Trump's Tariffs on Latin America », *Project Syndicate*, 2026. En ligne : <https://www.project-syndicate.org/commentary/trump-tariffs-uneven-effect-on-latin-america-make-case-for-trade-diversification-by-eugenia-andreassen-2026-02>

ANGELL Katie, « A History of U.S. Intervention in Latin America and the Caribbean », *Britannica*, 2026. En ligne : <https://www.britannica.com/topic/History-of-US-Intervention-in-Latin-America-and-the-Caribbean>

BERG Ryan, LEVIN Henrietta, LIN Bonny, « China's Third Policy Paper on Latin America and the Caribbean: Expanding Influence and Ambitions », *Center for Strategic & International Studies*, 2025. En ligne : <https://www.csis.org/analysis/geopolitics-maduros-capture-chinas-future-latin-america-following-operation-absolute>

BRET Cyrille, « Conseil de la Paix : Trump, faire la paix comme on fait des affaires », *Institut Montaigne*, 2026. En ligne : <https://www.institutmontaigne.org/expressions/conseil-de-la-paix-trump-faire-la-paix-comme-fait-des-affaires>

CHAPPELL Bill, « How ICE Grew to Be the Highest-Funded U.S. Law Enforcement Agency », *NPR*, 2026. En ligne : <https://www.npr.org/2026/01/21/nx-s1-5674887/ice-budget-funding-congress-trump>

DARNAL Aude, MONYAE David, SAGGIORO GARCIA Ana, YUDHISTIRA ADHINEGARA Bhima, STIBOR Griffin, « 2025 BRICS Summit: Takeaways and Projections », *Stimson*, 2025. En ligne : <https://www.stimson.org/2025/2025-brics-summit-takeaways-and-projections/>

D'AURIA Maiva, « BRICS Summit Signs Historic Commitment in Rio for More Inclusive and Sustainable Governance », *BRICS Brasil*, 2025. En ligne : <https://brics.br/en/news/brics-summit-signs-historic-commitment-in-rio-for-more-inclusive-and-sustainable-governance>

ELLIS R. Evan, « How Maduro's Capture Went Down — a Military Strategist Explains What Goes into a Successful Special Op », *The Conversation*, 2026. En ligne : <https://theconversation.com/how-maduros-capture-went-down-a-military-strategist-explains-what-goes-into-a-successful-special-op-272671>

HARITHAS Barath, MENG Kyle, BROWN Evan, MOURADIAN Catharine, « “Liberation Day” Tariffs Explained », *Center for Strategic & International Studies*, 2025. En ligne : <https://www.csis.org/analysis/liberation-day-tariffs-explained>

HARRISON Chase, GERBAUD Gladys, « Tracking Trump and Latin America : Trade — Tariffs Threatened on Mexico over Water Sharing », *AS/COA*, 2025. En ligne : <https://www.as-coa.org/articles/tracking-trump-and-latin-america-trade-tariffs-threatened-mexico-over-water-sharing>

HARRISON Chase, ROBERTSON Khalea, « Reactions to the U.S. Operation in Venezuela, from Latin America and Beyond », *AS/COA*, 2026. En ligne : <https://www.as-coa.org/articles/reactions-us-operation-venezuela-latin-america-and-beyond>

HASSAN Gabriel, « L'ombre de Trump plane sur l'opération mexicaine contre "El Mencho" », *Courrier international*, 2026. En ligne : https://www.courrierinternational.com/article/vu-des-etats-unis-l-ombre-de-trump-plane-sur-l-operation-mexicaine-contre-el-mencho_241039

HEINE Jorge, « Heine on Brazil's Renewed Foreign Policy Under President Lula », *Boston University*, 2025. En ligne : <https://www.bu.edu/pardeeschool/2025/07/08/heine-on-brazils-renewed-foreign-policy-under-president-lula/>

KOOP Fermin, LO LAU Jack, ORTIZ Juan, « China-CELAC Summit Invests in Multilateralism Amid Global Trade Tensions », *Dialogue Earth*, 2025. En ligne : <https://chinaglobalsouth.com/analysis/china-celac-summit-multilateralism/>

LANGELLIER Jean-Pierre, « La Chine est devenue le premier partenaire commercial du Brésil », *Le Monde*, 2009. En ligne : https://www.lemonde.fr/economie/article/2009/05/08/la-chine-est-devenue-le-premier-partenaire-commercial-du-bresil_1190539_3234.html

LEDROIT Valentin, « Accord UE-Mercosur : le Parlement européen repousse la ratification du traité en saisissant la Cour de justice de l'UE », *Toute l'Europe*, 2026. En ligne : <https://www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/accord-ue-mercosur-le-parlement-europeen-repousse-la-ratification-du-traite-en-saisissant-la-cour-de-justice-de-l-ue/>

LEGRAND Noélie, « Qu'est-ce que la "doctrine Donroe" inventée par Donald Trump ? », *Le Point*, 2026. En ligne : <https://www.lepoint.fr/monde/quest-ce-que-la-doctrine-donroe-inventee-par-donald-trump-2URTYXJA4VCPFLZYKIWIGOR3SY/>

MARESCA Alberto, « The Impact of the Second Trump Administration on Latin America Foreign Policy », *UNU CRIS*, 2026. En ligne : <https://unu.edu/cris/journal-article/impact-second-trump-administration-latin-american-foreign-policy>

MILLER Marie, « U.S. Allies and Adversaries' Reactions to Operation Absolute Resolve to Capture Maduro », *Just Security*, 2026. En ligne : <https://www.justsecurity.org/131396/maduro-allies-adversaries-react/>
« Mexico's President Calls for Constitutional Reform to Protect Nation's Sovereignty », *Voice of America*, 2025. En ligne : <https://www.voanews.com/a/mexico-s-president-calls-for-constitutional-reform-to-protect-nation-s-sovereignty-/7982901.html>

MORALES RUVALCABA Daniel, « The Beginning of a New Phase in Latin America–China Relations », *Latinoamérica21*, 2025. En ligne : <https://latinoamerica21.com/en/the-beginning-of-a-new-phase-in-latin-america-china-relations/>

REYGADA Luis, « L'Unasur renaît de ses cendres : un nouvel élan pour l'intégration sud-américaine ? », *L'Humanité*, 2023. En ligne : <https://www.humanite.fr/monde/amerique-latine/lunasur-renait-de-ses-cendres-un-nouvel-elan-pour-lintegration-sud-americaine>

SAMAILLE Sophie, « Donald Trump suspend les droits de douane contre le Mexique et le Canada », *France 24*, 2025. En ligne : <https://www.france24.com/fr/am%C3%A9riques/20250203-guerre-commerciale-trump-annonce-une-pause-d-un-mois-sur-les-droits-de-douane-contre-le-mexique>

SPATAFORA Giuseppe, « The Foreign Policy-First President? US External Action under Trump 2.0 — in Data », *EUSS*, 2026. En ligne : <https://www.iss.europa.eu/publications/analysis/foreign-policy-first-president-us-external-action-under-trump-20-data>

STELTER Brian, « How Right-Wing Media Inspired Trump's "Donroe Doctrine" », *CNN*, 2026. En ligne : <https://edition.cnn.com/2026/01/05/media/trump-donroe-doctrine-ny-post-fox-news>

TAGLIONI Augusto, « Lula, Boric, Yamandú y Petro acordaron relanzar la Unasur para aislar a Milei », *La Política Online*, 2025. En ligne : <https://www.lapoliticaonline.com/internacionales/orsi/>

TAWIL Samia, « Le "nearshoring" au Mexique fait émerger une nouvelle culture du luxe », *Luxury Tribune*, 2026. En ligne : <https://www.luxurytribune.com/le-nearshoring-au-mexique-fait-emerger-une-nouvelle-culture-du-luxe>

THAROOR Ishaan, « The Year of the "Donroe Doctrine" », *The Washington Post*, 2025. <https://www.washingtonpost.com/world/2025/12/31/year-donroe-doctrine/>
The EU–Mercosur Agreement : A Strategic Alliance for the 21st Century, *Santander*, 2025. En ligne : <https://www.santander.com/en/press-room/the-year-ahead-2025/the-eu-mercosur-agreement-a-strategic-alliance-for-the-21st-century>

TORQUEBIAU Marion, « Trump convoque ses alliés latino-américains pour contrer l'influence de la Chine », *Les Échos*, 2026. En ligne : <https://www.lesechos.fr/monde/ameriques/trump-convoque-ses-allies-latino-americains-pour-contrer-linfluence-de-la-chine-2219691>

VIDAL LIY Macarena, « The US Enters a New Era of Interventions in Latin America », *El País*, 2025. [En ligne : <https://english.elpais.com/usa/2025-12-08/the-us-opens-a-new-era-of-interventions-in-latin-america.html>]

WATSON Jim, CORTEZ Yuri, « Colombia Backs Down on Deportation Flights after Trump's Tariff Threats », *Al Jazeera*, 2025. En ligne : <https://www.aljazeera.com/news/2025/1/26/trump-threatens-sanctions-as-colombias-petro-blocks-us-deportation-flights>

- **Ouvrages et articles académiques**

BONILLA SORIA Adrian, ALVAREZ ECHANDI Isabel, *Desafíos estratégicos del regionalismo contemporáneo*, FLACSO, 2013, pp. 50-70.

CIENFUEGOS Manuel, SANAHUJA José Antonio, *Una región en construcción. UNASUR y la integración en América del Sur*, Fundació CIDOB, 2010, pp. 201-203.

DABENE Olivier, *La Communauté d'États latino-américains et caribéens (CELAC)*, Sciences Po, 2012, p. 2.

GILDERHUS Mark, « The Monroe Doctrine : Meanings and Implications », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 36, n° 1, Presidential Doctrines, pp. 5-12.

RIGGIROZZI Pia, TUSSIE Diana, *The Rise of Post-Hegemonic Regionalism*, Springer, vol. 4, 2012, pp. 5-10.

South American Union of Nations Constitutive Treaty, *International Journal of Latin American Studies*, vol. 12, n° 2, 2009.

- **Sources institutionnelles**

Alliance du Pacifique, 2013. En ligne : <https://www.isds.bilaterals.org/?-pacific-alliance-&lang=fr>

America First Trade Policy, The White House, 2025. En ligne : <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/01/america-first-trade-policy/>

Behind the Headlines : Temporary Protected Status, *International Rescue Committee*, 2025. En ligne : <https://www.rescue.org/article/behind-headlines-temporary-protected-status>

China's Policy Paper on Latin America and the Caribbean, The State Council, 2025. En ligne : https://english.www.gov.cn/news/202512/10/content_WS693962c3c6d00ca5f9a08069.html

EU-Mercosur : Council Greenlights Signature of the Comprehensive Partnership and Trade Agreement, *European Council*, 2026. En ligne : <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2026/01/09/eu-mercosur-council-greenlights-signature-of-the-comprehensive-partnership-and-trade-agreement/>

Fact Sheet : Expanded Expedited Removal, *National Immigration Forum*, 2025. En ligne : <https://forumtogether.org/article/fact-sheet-expanded-expedited-removal/>

HOBBS Carla, TORREBLANCA José Ignacio, ZERKA Pawel, *Brazil: Europe's Bridge to the Global South*, European Council on Foreign Affairs, 2024. En ligne : <https://ecfr.eu/publication/brazil-europes-bridge-to-the-global-south/>

« Implications of EO 14157 and Recent “Foreign Terrorist Organization” and “Specially Designated Global Terrorist” Designations », *WilmerHale*, 2025. En ligne : <https://www.wilmerhale.com/en/insights/client-alerts/20250422-implications-of-eo-14157-and-recent-foreign-terrorist-organization-and-specially-designated-global-terrorist->



Institut EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org